

## Nous sommes là pour vous aider



### Requête aux fins de saisine du conseil de prud'hommes par un salarié

(Articles 57 du code de procédure civile et L. 1411-1 et suivants, R. 1452-1 et suivants du code du travail)

Ne pas remplir - Cadre réservé au conseil de prud'hommes	
Numéro RG : Requête reçue le :	
Section:	
Chambre:	
Audience:	
Vous êtes salarié ou apprenti et vous souhaitez saisir le conseil de prud'hommes.	
Nous vous invitons à lire attentivement la notice n° 52117 avant de remplir ce formulaire. Tout long de la procédure, veillez à informer le greffe de la juridiction de toute modification à apparter aux informations veus concernant ei desseus	au
apporter aux informations vous concernant ci-dessous.	
Votre demande :	
Vous souhaitez être convoqué devant :	
☐ le bureau de conciliation et d'orientation	
☐ le <b>bureau de jugement</b> (pour les cas prévus par le code du travail)	
☐ la formation de référé	
☐ la formation de procédure accélérée au fond (article 1455-12 du code du travail)	
Cette demande est faite devant le conseil de prud'hommes de :	_
Avez-vous déjà déposé un dossier concernant la même affaire devant ce conseil de prud'homme	es?
☐ Oui ☐ Non	
Si oui, sous quel numéro a-t-il été enregistré :	

Votre identité :
☐ Madame ☐ Monsieur
Votre nom de famille (nom de naissance) :
Votre nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) :
Vos prénoms :
Vos date et lieu de naissance : Iı_I_ı_ı_Iı
à
Votre nationalité :
Votre profession/emploi lors du litige :
Vous étiez : Cadre et VRP Non cadre Apprenti  Votre adresse :
Complément d'adresse :
Code postal  ii_   Commune :Pays :
Votre adresse électronique :
Votre numéro de téléphone : IIIIII
Si vous êtes un : mineur non émancipé majeur protégé (tutelle, curatelle)
Préciser l'identité de votre représentant légal : 🔲 Tuteur 🔲 Père ou mère
Nom de famille :
Prénoms :
Adresse:
Complément d'adresse:
Code postal IIII Commune :
Pays:
Assistance ou représentation :
Si vous êtes assisté(e) ou représenté(e), vous devez renseigner les rubriques ci-dessous.
☐ Madame ☐ Monsieur ☐ Maître
Son nom de famille (nom de naissance) :
Son nom d'usage (exemple: nom d'époux / d'épouse) :
Son prénom :
Sa qualité : avocat défenseur syndical salarié de la même branche d'activité
☐ conjoint ☐ partenaire de PACS ☐ concubin
Son adresse :
Complément d'adresse :

Code postal IIII Commune :
Pays:
Son adresse électronique :
Son numéro de téléphone : IIIIIII
Si vous bénéficiez de l'aide juridictionnelle : (joindre le cas échéant la décision à la présente requête
Date de la demande lill
Date de la décision IIII Taux : %
N° de la décision (18 caractères) :
Tribunal de grande instance ou tribunal judiciaire dont elle émane :
A l'audience, pour suivre les débats et vous exprimer, avez-vous besoin de l'assistance d'un interprète :
☐ Oui ☐ Non
Si oui merci de préciser :
La langue étrangère souhaitée :
Langue des signes
Identité de votre adversaire :
Son code IDCC : IIII Son n° SIRET : IIIIIIIIIII (facultatif)
Sa convention ou accord collectif :
Son activité principale :Son code APE : III
Son adresse électronique :
Son numéro de téléphone : IIIIIII
S'il s'agit d'une personne morale :
Sa forme juridique (SA, SARL, SAS, SNC, EURL, Association,) :
Sa dénomination :
L'adresse de son siège social :
Code postal II_I_I Commune :
Pays:
Le cas échéant veuillez préciser l'adresse de l'établissement où est accompli le travail :
Adresse:
Complément d'adresse:
Code postal IIII Commune :
Pays:
Son représentant légal (nom, prénom) :

S'il s'agit d'une personne physique :			
☐ Madame ☐ Monsieur			
Son nom de famille (nom de naissance) :			
Son nom d'usage (exemple: nom d'époux / d'épouse) :			
Ses prénoms :			
Ses date et lieu de naissance : IIIII à			
Son adresse :			
Complément d'adresse :			
Code postal IIII Commune :			
Pays:			
Nombre de salariés dans l'entreprise :  moins de 11 de 11 à 49 de 50 à 499 500 et plus Employeur faisant l'objet d'une procédure collective ou de liquidation			
amiable			
Si votre employeur fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation amiable ou judiciaire veuillez renseigner les informations ci-dessous relatives à la procédure en cours :			
Type de procédure :			
☐ Redressement judiciaire ☐ Liquidation judiciaire ☐ Procédure de sauvegarde			
☐ Plan de continuation			
par : 🔲 le tribunal de grande instance ou 🔲 le tribunal judiciaire ou 🗍 le tribunal de commerce de			
Décision rendue le: IIIII			
Liquidation amiable du IIIIII (s'il s'agit d'une dissolution de la société par les actionnaires)			
Partie(s) à la procédure :			
Administrateur judiciaire (le cas échant pour un redressement ou une sauvegarde) Liquidateur amiable			
Maître (uniquement pour l'administrateur judiciaire) Madame Monsieur			
Son nom:			
Son prénom:			
Son adresse :			
Complément d'adresse :			
Code postal IIII Commune :			
Pays:			
Commissaire à l'exécution au plan,			
Mandataire judiciaire (s'il s'agit d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire),			
Maître (nom):			
Son prénom :			

Son adresse :
Complément d'adresse :
Code postal IIII Commune :
Pays:
UNEDIC/ A.G.S. C.G.E.A. :
Si un ou deux autres administrateurs judiciaires ont été désignés :
☐ Maître (uniquement pour l'administrateur judiciaire)  Son nom :
Son prénom:
Son adresse :
Complément d'adresse :
Code postal IIII Commune:
Pays:
Maître (uniquement pour l'administrateur judiciaire)  Son nom:  Son prénom:  Son adresse:  Complément d'adresse:  Code postal IIII Commune:  Pays:
Renseignements complémentaires :
Disposez-vous d'un contrat de travail écrit :  Oui  Date du début d'exercice de vos fonctions : IIIII  Date de cessation de vos fonctions : IIIII  Motif du départ :  (démission, prise d'acte de rupture, licenciement, rupture conventionnelle)

#### **Demandes:**

Cocher les cases correspondant à votre demande en précisant vos réclamations. Pour les demandes chiffrées, indiquez le montant en brut pour les créances salariales. Si vous devez ajouter

des demandes, vous pouvez utiliser les lignes « Autres demandes » ou les mentionner sur une feuille que vous joindrez à ce document.

DEMANDES LIÉES A LA PROCÉDURE :		
Réinscription après Retrait du rôle Radiation Demande de relevé de caducité		
Rectification Omission Interprétation d'une décision en date du IIIII	_	
Liquidation de l'astreinte ordonnée par décision du : IIIIII		
ÉVÈNEMENTS OU DEMANDES LIÉS AU LITIGE :		
☐ Contestation d'un licenciement ☐ à caractère économique		
Requalification de la prise d'acte de la rupture en licenciement  Intervenue le IIIIII		
☐ Nullité du licenciement ☐ Demande de réintégration		
Contestation : sans rupture d'un contrat de travail suite à la rupture d'un contrat de travail		
Intervenue le IIIII		
☐ Demande de résiliation judiciaire du contrat : ☐ d'apprentissage ☐ de travail		
Requalification en CDI : d'un CDD d'une mission d'intérim d'un stage		
Contestation des éléments de nature médicale émis par le médecin du travail (procédure accélérée au fond)		
Rupture conventionnelle collective		
Annulation d'une sanction disciplinaire en date du IIIIII		
Nature :		
Autre demande (non chiffrée) :		
<b>DEMANDES CHIFFRÉES</b> (en absence de montant le conseil ne pourra pas prendre en compte votre demande)	MONTANT	
Les créances salariales suivies d'un (*) doivent être chiffrées en brut		
Indemnité pour non-respect de la procédure de licenciement	€	
Indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse	€	
☐ Indemnité de licenciement ☐ légale ☐ conventionnelle ☐ spéciale	€	
Dommages et intérêts pour rupture anticipée du C.D.D.	€	
Indemnité compensatrice pour rupture anticipée du C.D.D. liée à un cas de force majeure		
☐ Indemnité compensatrice de préavis (*)	€	
☐ Indemnité compensatrice de congés payés sur préavis (*)	€	
Indemnité (*) de requalification en CDL:	€	

<b>DEMANDES CHIFFRÉES</b> (en absence de montant le consei		MONTANT
Les créances salariales suivies d'un (*) doivent être chiffrée		
	ın stage	
Indemnité de fin de contrat (*)		€
Dommages et intérêts (préciser la nature) :		€
Indemnité (préciser la nature) :		€
Indemnité de congés payés (*) (période) :		. €
Salaires (*) (période) :		. €
Congés payés sur salaire (*) (période) :		€
Prime (*) (nature et période) :		€
Indemnité de repas (*) (dates) :		€
Indemnité de déplacement (*) (lieu et date) :		€
Heures (*) 🔲 supplémentaires 🗌 complémentair	res (Nombre d'heures) :	€
Commission (*):		€
Remboursement de frais professionnels (détai	ls):	€
Article 700 du code de procédure civile :		€
Exécution provisoire Intérêts au taux léga Dépens	al Capitalisation des Intérêts	€
Autre demande :		€
DEMANDE DE REMISE DE DOCUMENTS (indiquer les	périodes concernées)	
Lettre de licenciement :	sous astreinte journalière de :	€
Bulletin(s) de paie :	sous astreinte journalière de :	€
Certificat de travail :	sous astreinte journalière de :	
Certificat pour la caisse de congés payés (pou		
	sous astreinte journalière de :	€
Attestation Pôle emploi :	sous astreinte journalière de :	
Attestation destinée à la sécurité sociale :	sous astreinte journalière de :	
Reçu pour solde de tout compte :	sous astreinte journalière de :	
Autres documents:	sous astreinte journalière de :	
EXPOSÉ SOMMAIRE DES M	OTIFS DE VOTRE DEMANDE	

Il est indispensable que vous indiquiez les pièces sur lesquelles se fondent votre demande :		
BORDEREAU DES PIECES DE LA REQUETE		
	BORDEREAU DES PIECES DE LA REQUETE	
	BORDEREAU DES PIECES DE LA REQUETE	
Pièce n ° 1 :	BORDEREAU DES PIECES DE LA REQUETE	
Pièce n° 2 :		
Pièce n° 2 : Pièce n° 3 :		
Pièce n° 2 : Pièce n° 3 : Pièce n° 4 :		
Pièce n° 2 : Pièce n° 3 : Pièce n° 4 : Pièce n° 5 :		
Pièce n° 2 : Pièce n° 3 : Pièce n° 4 : Pièce n° 5 : Pièce n° 6 :		
Pièce n° 2 : Pièce n° 3 : Pièce n° 4 : Pièce n° 5 : Pièce n° 6 :		

### Indication sur les modalités de comparution devant la juridiction

présent bordereau sur papier libre qui devra être joint à la présente requête.

Pièce n° 10 :

Vous, demandeur, devez comparaître à l'audience, à défaut votre requête peut être déclarée caduque.

Le défendeur, pour sa part, doit comparaître, sans quoi, vous pourriez obtenir qu'un jugement soit rendu à son encontre sur les seuls éléments fournis par vous (articles R. 1452-2 du code du travail, 54 et 57 du code de procédure civile)

Si le nombre de pièces est supérieur vous devez les numéroter à la suite en complétant la liste du

Vous devez comparaître en personne. Vous pouvez également vous faire assister ou représenter à l'audience, outre par un avocat, par :

- 1° Les salariés ou les employeurs appartenant à la même branche d'activité ;
- 2° Les défenseurs syndicaux ;
- 3° Votre conjoint, votre partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou votre concubin.

L'employeur peut également se faire assister ou représenter par un membre de l'entreprise ou de l'établissement fondé de pouvoir ou habilité à cet effet.

Le représentant, s'il n'est pas avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial. Devant le bureau de conciliation et d'orientation, cet écrit doit l'autoriser à concilier au nom et pour le compte du mandant, et à prendre part aux mesures d'orientation.

# Votre consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations

Si vous souhaitez consentir à la transmission électronique des avis, récépissés et convocations adressés par le greffe à une partie par tous moyens, par lettre simple ou par lettre recommandée, vous devez pour cela remplir le formulaire cerfa n° 15414 "Consentement à la transmission par voie électronique" et le joindre à la présente requête.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR	
Je soussigné(e) (prénom, nom) :	
certifie sur l'honneur que les renseigneme	ents portés sur ce formulaire sont exacts.
que je dois déposer au greffe la requête e exemplaire pour le greffe (voir notice).	re accompagnée des pièces justifiant mes demandes et en autant d'exemplaires que d'adversaires outre un mon (mes) adversaire(s) ces mêmes pièces accompagnées ou audience. (voir notice).
Fait à :	Le ll_l_l_l_l_l
Signature	

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.